

PROTOCOLE D'INTENTIONS ENTRE L'UNIVERSITE DE GUYANE (UG)

ET

UNIVERSITÉ D'ÉTAT DE MARANHÃO (UEMA)

L'UNIVERSITE DE GUYANE

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Situé au campus de Troubiran, 2091, route de Baduel, BP 792, 97337 Cayenne Cedex, France
SIRET : 13002059700014
APE : 8542Z
Représenté par son Président, Monsieur Antoine PRIMEROSE,
En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

Et

L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT DE MARANHÃO

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Situé à Cidade Universitária Paulo VI - n° 1000, Cep: 65.055-310
Quartier: Jardim São Cristóvão, à São Luís, Maranhão, Brésil
Représenté par son Président, Monsieur Gustavo PEREIRA DA COSTA,
En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

Il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 - Objet de la convention

L'Université de Guyane et l'Université d'état de Maranhão nouent des relations de coopération entre les diverses structures qui les constituent.

En respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans chaque établissement universitaire et dans les pays respectifs, l'UG et l'UEMA s'efforcent de promouvoir ces relations de coopération sous les formes suivantes :

- Échange d'étudiants ;
- Échange d'enseignants, d'enseignants-chercheurs, de chercheurs et de personnels administratifs, pour des durées conformes à la réglementation en vigueur dans chaque établissement ;
- Élaboration et conduite en commun de programmes d'activité et de recherche, échange d'enseignants et de chercheurs dans le cadre de ces programmes ;
- Organisation conjointe de stages, de séminaires et de colloques ;
- Échange d'informations, de documentations, de publications et de résultats de recherche ;

- Développement des activités et échanges virtuels ;
- Promotion et participation à toutes formes d'échanges susceptibles de valoriser leurs établissements et leurs personnels que ce soit dans le cadre de leur fonctionnement interne ou de celui des relations avec leur environnement économique, industriel, social ou culturel.

ARTICLE 2 - Conditions d'inscription

Les étudiants sont inscrits dans l'université d'origine et l'université d'accueil, et sont exonérés des droits d'inscription dans l'université d'accueil.

Le nombre d'étudiants, d'enseignants, d'enseignants-chercheurs, de chercheurs et d'administratifs accueillis dans chaque établissement est fixé, d'un commun accord, par les deux parties, dans le cadre d'une convention d'application.

ARTICLE 3 - Couverture sociale

Les étudiants, les enseignants, les enseignants-chercheurs, les chercheurs et les personnels administratifs bénéficiant de ces échanges doivent avoir une assurance maladie, hospitalisation, accidents, rapatriement, et responsabilité civile durant leurs déplacements et séjours.

Dans le cas où les couvertures sociales dont ils bénéficient normalement dans le cadre de leurs activités ou statuts seraient insuffisantes au regard des exigences qui viennent d'être mentionnées, ils devront prendre une assurance individuelle appropriée, dans le pays d'origine ou le pays d'accueil.

Ils s'engagent par ailleurs à effectuer les démarches auprès des organismes de protection sociale dans le pays d'origine ou d'accueil, si la réglementation l'exige, dans les conditions prévues par cette dernière. Toute information utile à ce titre leur est communiquée par l'Université d'origine et/ou d'accueil, en cas de besoin.

ARTICLE 4 - Confidentialité et Propriété intellectuelle

Chacune des parties s'engage à tenir confidentielles les informations à caractère scientifique, technique ou commercial communiquées par l'autre partie, et déclarées comme telles par celle-ci, en exécution des accords spécifiques qui découleraient du présent accord de coopération.

Cet engagement de confidentialité s'applique pendant toute la durée des programmes de recherche qui seront mis en œuvre dans le cadre de l'accord de coopération et pendant une durée maximale de cinq (5) ans suivant son expiration ou sa résiliation.

4.1 Propriété des Informations Confidentielles

Toutes les Informations Confidentielles transmises par l'un des Partenaires dans le cadre de cette convention ainsi que toutes copies, reproductions ou duplications, dûment autorisées, qui en seraient effectuées pour les seuls besoins de la réalisation du programme de coopération et tous droits s'y rapportant resteront, en tout état de cause, la propriété du dit Partenaire, sous réserve des droits des tiers.

Les supports et les informations qu'ils contiennent devront être restitués au dit Partenaire immédiatement sur sa demande ou au plus tard à la survenance du terme normal ou anticipé de la présente Convention, sauf accord particulier écrit.

4.2 Propriété des Résultats

On entend par Résultats toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par un ou plusieurs Partenaires ou leurs sous-traitants, dans le cadre de la coopération.

Les Partenaires ont convenu des principes de propriété suivants :

Dans le cas où les Résultats seraient générés conjointement par le personnel des deux Partenaires (dans la mesure où aucun desdits Partenaires ne pourrait raisonnablement en réclamer la pleine propriété), ces Résultats (ci-après les « Résultats conjoints ») seront la propriété à parts égales de ces Partenaires, désignées « Partenaires copropriétaires ».

Tout Résultat conjoint consistant en un brevet nouveau ou logiciel fera l'objet d'un règlement de copropriété, qui sera établi entre les Partenaires copropriétaires dès que nécessaire, et en tout état de cause avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale.

Tous les Résultats Conjointes peuvent être utilisés par les Partenaires librement et gratuitement pour leurs besoins de recherche et de développement.

ARTICLE 5 - Moyens

Toute demande relative aux moyens fait l'objet d'une annexe présentée à chacune des parties.

ARTICLE 6 - Suivi de la convention

Un comité de suivi peut être constitué par les représentants légaux, selon une composition définie à l'occasion des conventions spécifiques d'application et comprenant. Ce comité devra soumettre à la gouvernance des parties, un bilan annuel commun sur l'état d'avancement des échanges.

Les porteurs de projet et les services en charges des relations internationales seront chargés conjointement des détails techniques nécessaires à l'application des clauses du présent accord de coopération.

ARTICLE 7 - Durée de l'accord

Cet accord entre en vigueur à la date de signature par les parties. Sa validité est de cinq ans.

Il peut être modifié au terme de chaque année universitaire à la demande de l'une des parties. Les modifications doivent être soumises à la procédure d'examen des autorités compétentes.

En cas de renouvellement, cet accord est soumis à la procédure d'examen des autorités compétentes.

Chacune des Parties pourra y mettre fin trois mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception. Les Parties conviennent cependant que cette résiliation ne portera pas préjudice aux coopérations en cours et que le présent accord leur restera applicable jusqu'à leur expiration.

ARTICLE 8 - Aspects financiers et opérationnels

Les parties s'engagent à rechercher, ensemble ou distinctement, les financements nécessaires auprès de leurs partenaires respectifs", le présent accord ne constituant pas un engagement financier immédiat.

La définition précise de chaque action sera formulée dans un avenant spécifique relatif au présent accord.

ARTICLE 9 - Langue et originaux

Cet accord est établi en langue française, en deux versions, et langue portugaise en deux versions.

ARTICLE 10 - Règlement des litiges

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord, les Parties s'efforceront de résoudre leur différends à l'amiable. Le défaut d'accord à l'issue d'un délai de 60 (soixante) jours calendaires à partir du début des négociations vaudra échec desdites négociations.

La preuve du début des négociations ne pourra être rapportée que par la rédaction d'un procès-verbal de réunion rédigé en deux (2) exemplaires, dûment signé par les représentants des Parties.

En cas de désaccord persistant, et sous réserve d'avoir respecté la procédure de règlement amiable ci-dessus exposée, les Parties seront autorisées à saisir les tribunaux compétents.

10.1 - Invalidité d'une clause

Si une ou plusieurs stipulations du présent Accord étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent accord.

Fait à São Luís, le (Date)

GUSTAVO PEREIRA DA COSTA:68561377372
Assinado de forma digital por
GUSTAVO PEREIRA DA
COSTA:68561377372
Dados: 2021.02.24 10:51:45 -03'00'

Gustavo PEREIRA DA COSTA
Président de l'UEMA

Fait à Cayenne, le 26/02/2021 (Date)

Antoine PRIMEROSE
Président de l'UG



PROTOCOLO DE INTENÇÕES ENTRE A UNIVERSIDADE DA GUIANA (UG)

E

UNIVERSIDADE ESTADUAL DO MARANHÃO (UEMA)

A UNIVERSIDADE DA GUIANA

Estabelecimento público de caráter científico, cultural e profissional,
Localizado no campus em Troubiran, 2091, route de Baduel, BP 792, 97337
Cayenne Cedex, França
SIRET: 13002059700014
APE: 8542Z
Representado pelo seu Reitor, Senhor Antoine PRIMEROSE, Em virtude
dos poderes que lhe são conferidos,

E

UNIVERSIDADE ESTADUAL DO MARANHÃO (UEMA)

Estabelecimento público de caráter científico, cultural e profissional,
Localizado na Cidade Universitária Paulo VI – nº 1000, CEP: 65.055-310
Bairro: Jardim São Cristóvão, em São Luís, Maranhão, Brasil
Representado por seu Reitor, Prof. Dr. Gustavo Pereira da Costa
Em virtude dos poderes que lhe são conferidos,

Foi acordado o seguinte.

ARTIGO 1º - Objeto da convenção

A Universidade da Guiana e a Universidade Estadual do Maranhão estabelecem relações de cooperação entre as várias estruturas que as constituem.

Respeitando as leis e regulamentos em vigor em cada estabelecimento universitário e nos respectivos países, a UG e a UEMA se esforçam para promover essas relações de cooperação, nas seguintes formas:

- Intercâmbio de estudantes;
- Intercâmbio de professores, professores-pesquisadores, pesquisadores e funcionários administrativos, por períodos em conformidade com a regulamentação em vigor em cada estabelecimento;

- Desenvolvimento e condução conjunta de programas de atividade e pesquisa, intercâmbio de professores e de pesquisadores no âmbito desses programas;
- Organização conjunta de cursos, seminários e conferências;
- Intercâmbio de informações, documentação, publicações e resultados de pesquisas;
- Desenvolvimento de atividades e intercâmbios virtuais;
- Promoção e participação em todas as formas de intercâmbios suscetíveis de valorizar seus estabelecimentos e a sua equipe, seja no âmbito do seu funcionamento interno ou nas relações com o seu meio econômico, industrial, social ou cultural.

ARTIGO 2º - Condições de inscrição

Os alunos devem efetuar matrícula na universidade de origem e na universidade de destino, e estarão isentos das taxas de inscrição da universidade de destino.

O número de alunos, professores, professores-pesquisadores, pesquisadores e funcionários administrativos recebidos em cada estabelecimento é fixado, de comum acordo, pelas duas partes, no âmbito de uma convenção de aplicação.

ARTIGO 3º - Seguridade social

Os alunos, professores, professores-pesquisadores, pesquisadores e funcionários administrativos beneficiados por esses intercâmbios devem ter um plano de saúde que cubra hospitalização, acidentes, repatriação e responsabilidade civil durante suas viagens e estadias.

Caso a seguridade social, de que normalmente se beneficiam no âmbito de suas atividades ou estatutos, seja insuficiente no que diz respeito às exigências que acabam de ser mencionadas, eles deverão fazer um plano individual adequado, no país de origem ou no país de destino.

Eles também se comprometem a cumprir as formalidades junto aos organismos de proteção social no país de origem ou de destino, se o regulamento o exigir, nas condições por este previstas. Qualquer informação útil a este respeito lhes é comunicada pela Universidade de origem e/ou de destino, se necessário.

ARTIGO 4º - Confidencialidade e Propriedade intelectual

Cada uma das partes compromete-se a guardar sigilo das informações científicas, técnicas ou comerciais comunicadas pela outra parte, e como tal declaradas por esta, em cumprimento aos consentimentos específicos que decorram do presente acordo de cooperação.

Este compromisso de confidencialidade se aplica por toda a duração dos programas de pesquisa que serão implementados no âmbito do acordo de cooperação e por uma duração máxima de cinco (5) anos após o seu término ou rescisão.

4.1 Propriedade das Informações Confidenciais

Todas as Informações Confidenciais transmitidas por um dos Parceiros no âmbito desta convenção, bem como todas as cópias, reproduções ou duplicações, devidamente autorizadas, que seriam feitas exclusivamente para as necessidades da execução do programa de cooperação e todos os direitos relacionados com os mesmos permanecerão, em qualquer caso, propriedade do referido Parceiro, sem prejuízo dos direitos de terceiros.

As mídias e as informações neles contidas deverão ser devolvidas ao referido Parceiro imediatamente mediante solicitação ou, no mais tardar, ao término do prazo normal ou antecipado do presente Acordo, a menos que especificamente consentido por escrito.

4.2 Propriedade dos Resultados

Compreende-se por Resultados todas as informações e conhecimentos técnicos e/ou científicos e todos os direitos de propriedade intelectual deles decorrentes, gerados por um ou mais Parceiros ou pelos seus subcontratados, no âmbito da cooperação.

Os Parceiros concordaram com os seguintes princípios de propriedade:

Na hipótese em que os Resultados sejam gerados conjuntamente pela equipe dos dois Parceiros (na medida em que nenhum dos referidos Parceiros possa razoavelmente reivindicar a propriedade total), estes Resultados (doravante os “Resultados conjuntos”) serão de propriedade em partes iguais desses Parceiros, denominados “Parceiros coproprietários”.

Qualquer Resultado conjunto que consista em uma nova patente ou software será objeto de um regulamento de copropriedade, que será estabelecido entre os Parceiros coproprietários logo que necessário e, em qualquer caso, antes de qualquer exploração industrial e/ou comercial.

Todos os Resultados Conjuntos podem ser utilizados pelos Parceiros livremente e de forma gratuita para as suas necessidades de pesquisa e desenvolvimento.

ARTIGO 5º - Meios

Qualquer pedido relativo aos meios será objeto de um anexo apresentado a cada uma das partes.

ARTIGO 6º - Acompanhamento da convenção

Um comitê de acompanhamento pode ser constituído pelos representantes legais, segundo uma composição definida na ocasião das convenções específicas de aplicação. Este comitê deverá apresentar à governança das partes um relatório anual conjunto sobre o estado do andamento das discussões.

Os promotores de projeto e os departamentos responsáveis pelas relações internacionais serão conjuntamente responsáveis pelos detalhes técnicos necessários para a aplicação das cláusulas do presente acordo de cooperação.

ARTIGO 7º - Duração do acordo

O presente acordo entra em vigor na data da assinatura pelas suas partes. Sua validade é de cinco anos.

Ele pode ser alterado no final de cada ano letivo, a pedido de uma das partes. As alterações devem estar sujeitas ao processo da revisão das autoridades competentes.

Em caso de renovação, o presente acordo está sujeito ao procedimento de exame das autoridades competentes.

Cada uma das Partes poderá rescindi-lo três meses após o envio de carta registrada com aviso de recebimento. As Partes acordam, não obstante, que esta rescisão não prejudicará a cooperação em andamento e que o presente acordo permanecerá aplicável até o seu término.

ARTIGO 8º - Aspectos financeiros e operacionais

As partes comprometem-se a procurar, em conjunto ou separadamente, os financiamentos necessários junto aos respectivos parceiros, não constituindo este acordo como um compromisso financeiro imediato.

A definição precisa de cada ação será formulada em anexo específico referente ao presente acordo.

ARTIGO 9º - Idioma e originais

O presente acordo está redigido em francês, em duas versões, e em português, em duas versões.

ARTIGO 10º - Resolução de conflitos

Em caso de dificuldade na interpretação ou na execução do presente acordo, as Partes envidarão esforços para resolver o litígio de forma amigável. A não obtenção de um acordo, após o prazo de 60 (sessenta) dias corridos contados a partir do início das negociações, constituirá no fracasso destas.

A comprovação do início das negociações somente poderá ser feita mediante a redação da ata da reunião, lavrada em duas (2) vias, devidamente assinada pelos representantes das Partes.

Em caso de desacordo persistente, e sujeito ao cumprimento do procedimento de solução amigável acima estabelecido, as Partes serão autorizadas a recorrer aos tribunais competentes.

10.1 - Invalidade de uma cláusula

Se uma ou mais disposições do presente Acordo forem consideradas inválidas ou declaradas como tal nos termos de um tratado, lei ou regulamento, ou na sequência de uma decisão final de um tribunal competente, as demais disposições conservarão o seu valor e alcance. As Partes, então, procederão sem demora às modificações necessárias respeitando, na medida do possível, o consentimento de vontade existente no momento da assinatura do presente acordo.

Feito em São Luís, em (Data)

GUSTAVO PEREIRA DA COSTA:68561377372
Assinado de forma digital por
GUSTAVO PEREIRA DA
COSTA:68561377372
Dados: 2021.02.24 10:53:11 -03'00'

Gustavo PEREIRA DA COSTA
Reitor da Universidade Estadual do Maranhão

Feito em Cayenne, em 26/02/2021 (Data)

Antoine PRIMEROSE
Reitor da Universidade da Guayana





pelos cidadãos. Com as informações reunidas, é feito o envio para as secretarias e órgãos municipais referentes às demandas. “Estaremos extraindo informações sobre a realidade do nosso município para planejar um plano plurianual que venha a deixar Imperatriz cada vez melhor”, completa Heritany.

PESQUISA MERCADOLÓGICA

SECRETARIA DE ESTADO DE ADMINISTRAÇÃO PENITENCIÁRIA

PESQUISA MERCADOLÓGICA PROCESSO ADMINISTRATIVO Nº 63545/2021. A Secretaria de Administração Penitenciária do Maranhão – SEAP através do setor Termo de Referência e Cotação – TRC, vem informar que está aberta pesquisa de mercado voltada para futura contratação do objeto: **AQUISIÇÃO DE CAMINHONETES 4x4 CARACTERIZADAS PARA TRANSPORTE DE PRESOS**, constante no Modelo de Cotação disposto no site desta secretaria. www.seap.ma.gov.br. Maiores informações no endereço: Rua Gabriela Mistral, 716 – Vila Palmeira, São Luís – MA, 65045-070 ou pelo telefone (98) 99106-4279, ou e-mail: trc@seap.ma.gov.br. Publique-se o presente aviso no Diário Oficial do Estado (DOE), e no Sítio Eletrônico desta SEAP. São Luís 20 de abril de 2021. **JONYELMA DINIZ PEREIRA** – Chefe TRC – SEAP.

PORTARIAS

PREFEITURA MUNICIPAL DE VILA NOVA DOS MARTÍRIOS - MA

PORTARIA Nº. 084/2021, DE 20 DE ABRIL DE 2021. Retifica a Portaria nº 082/2021 que dispõe sobre a reintegração de servidor nos quadros funcionais da Administração Direta, por decisão liminar. **JORGE VIEIRA DOS SANTOS FILHO**, Prefeito do Município de Vila Nova dos Martírios, Estado do Maranhão, no uso de suas atribuições legais conferidas pela Constituição Federal e pela Lei Orgânica do Município e, CONSIDERANDO que houve equívoco na data designada na Portaria nº 082/2021. **RESOLVE:** Art. 1º - Retificar a data da Portaria nº 082/2021 nos seguintes termos: Onde se lê: Portaria nº 082/2021, DE 25 DE MARÇO DE 2021 e GABINETE DO PREFEITO MUNICIPAL DE VILA NOVA DOS MARTÍRIOS, Estado do Maranhão, aos 25 de março de 2021. Leia-se: Portaria nº 082/2021, DE 12 DE ABRIL DE 2021 e GABINETE DO PREFEITO MUNICIPAL DE VILA NOVA DOS MARTÍRIOS, Estado do Maranhão, aos 12 de abril de 2021. Art. 2º - Ratifica-se os demais termos da referida portaria. Art. 3º - Esta Portaria entra em vigor na data de sua publicação, retroagindo seus efeitos a data de 12 de abril de 2021. Registre-se, Publique-se e Cumpra-se. GABINETE DO PREFEITO MUNICIPAL DE VILA NOVA DOS MARTÍRIOS, Estado do Maranhão, aos 20 de abril de 2021. **JORGE VIEIRA DOS SANTOS FILHO**. Prefeito Municipal.

PREFEITURA MUNICIPAL DE BACABEIRA - MA

PORTARIA Nº 04/2021 – SEAPLAN - Dispõe sobre a nomeação de servidor da Prefeitura de Bacabeira – MA. A SECRETÁRIA MUNICIPAL DE ADMINISTRAÇÃO E PLANEJAMENTO, no uso das funções delegadas pela Prefeita Municipal de Bacabeira/MA, utilizando-se como base o Decreto nº 15/2020, de 18 de agosto de 2020, em consonância com o Art. 68, inciso IX, c/c Art. 69 da Lei Orgânica deste Município, **RESOLVE:** Art. 1º - Nomear **ADEILSON CORREIA CARDOSO**, CPF nº 040.921.083-89, para ocupar o cargo em comissão de Diretor do Centro de Saúde Francisco Martins de Sousa, vinculado à Secretaria Municipal de Saúde da Prefeitura de Bacabeira. Art. 2º - Esta portaria entra em vigor na data de sua assinatura, revogadas todas as disposições em contrário. **PREFEITURA MUNICIPAL DE BACABEIRA, ESTADO DO MARANHÃO**, em 7 de janeiro de 2021. **SULAMITA NUNES CARVALHO** - Secretária Municipal de Administração e Planejamento.

PORTARIA Nº 10/2021- GAB - Dispõe sobre a nomeação de Secretário(a) Municipal da Prefeitura de Bacabeira/MA. A PREFEITA MUNICIPAL DE BACABEIRA, Estado do Maranhão, no uso de suas atribuições legais, que lhe são conferidas pela Lei Orgânica deste Município, **RESOLVE:** Art. 1º - Nomear a senhora **LEILIAN DA SILVA CALVET**, CPF Nº 852.939.113-68, para ocupar o cargo em comissão de SECRETÁRIA MUNICIPAL DE DESENVOLVIMENTO ECONÔMICO E SOCIAL, Símbolo DAS I, da Prefeitura Municipal de Bacabeira. Art. 2º - Esta Portaria entra em vigor na data de sua assinatura, revogadas todas as disposições em contrário. GABINETE DA PREFEITURA MUNICIPAL DE BACABEIRA, ESTADO DO MARANHÃO, 10 de fevereiro de 2021. **CARLA FERNANDA DO REGO GONÇALO - Prefeita Municipal**.

PROTOSCOLOS

UNIVERSIDADE ESTADUAL DO MARANHÃO - UEMA

EXTRATO DE PROTOCOLO DE INTENÇÕES INTERNACIONAL. ESPÉCIE: Termo de Protocolo de Intenções Internacional que entre si celebram a Universidade Estadual do Maranhão – UEMA, neste ato representada por seu Magnífico Reitor Prof. Dr. Gustavo Pereira da Costa, brasileiro, e a Universidade de Nottingham – Inglaterra, neste ato representada pelo Pró-Vice Chanceler de Engajamento Global, Prof. Robert Mokaya. **OBJETO:** Intercâmbio de documentação e material de pesquisa; Coordenação através de seus respectivos escritórios em projetos de pesquisa conjuntos ou colaborativos; Intercâmbio de membros das universidades; Intercâmbio de estudantes por um período determinado através de um programa de intercâmbio reconhecido. **DA VIGÊNCIA:** O presente Protocolo de Intenções Internacional terá vigência de 05 (cinco) anos a partir da data de assinatura. **DATA DA ASSINATURA:** 21 de dezembro de 2020. **DOS RECURSOS:** Não haverá transferência voluntária de recursos entre os Partícipes para a execução do presente acordo. **ASSINAM:** Pela Universidade Estadual do Maranhão – UEMA, Gustavo Pereira da Costa, e pela Universidade de Nottingham – Inglaterra, Robert Mokaya. **São Luís, 23/04/21.**

EXTRATO DE PROTOCOLO DE INTENÇÕES INTERNACIONAL. ESPÉCIE: Termo de Protocolo de Intenções Internacional que entre si celebram a Universidade Estadual do Maranhão – UEMA, neste ato representado por seu Magnífico Reitor, Prof. Dr. Gustavo Pereira da Costa, brasileiro, e a Universidade da Guiana – Guiana Francesa, neste ato representada por seu Magnífico Reitor, Prof. Antoine Primerose, guianense. **OBJETO:** - Intercâmbio de estudantes; Intercâmbio de professores, professores-pesquisadores, pesquisadores e funcionários; administrativos, por períodos em conformidade com a regulamentação em vigor em cada; estabelecimento; Desenvolvimento e condução conjunta de programas de atividade e pesquisa, intercâmbio de professores e de pesquisadores no âmbito desses programas; Organização conjunta de cursos, seminários e conferências; Intercâmbio de informações, documentação, publicações e resultados de pesquisas; Desenvolvimento de atividades e intercâmbios virtuais; Promoção e participação em todas as formas de intercâmbios suscetíveis de valorizar seus estabelecimentos e a sua equipe, seja no âmbito do seu funcionamento interno ou nas relações com o seu meio econômico, industrial, social ou cultural. **DA VIGÊNCIA:** O presente Termo Aditivo de Cooperação Técnico-Científica Internacional terá vigência de 05 (cinco) anos, a partir da data de assinatura. **DATA DA ASSINATURA:** 02 de março de 2021. **DOS RECURSOS:** Não haverá transferência voluntária de recursos entre os Partícipes para execução do presente acordo. **ASSINAM:** Pela Universidade Estadual do Maranhão – UEMA, Gustavo Pereira da Costa e pela Universidade da Guiana – Guiana Francesa, Antoine Primerose. **São Luís, 23/04/21.**